

**MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE
DE LA RECHERCHE
ET DE LA TECHNOLOGIE**

DIRECTION DES LYCEES ET COLLEGES

Sous-Direction des formations professionnelles
initiales et continues

Bureau des diplômes professionnels
bpiee

DLCB2 fb n°

ARRETE

**portant création du brevet professionnel
installations et équipements électriques**

NOR/SCO IL 19702751A1

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE DE LA RECHERCHE
ET DE LA TECHNOLOGIE**

Vu le décret n° 95-664 du 9 mai 1995 modifié portant réglementation générale des brevets professionnels;

Vu l'arrêté du 9 mai 1995 fixant les conditions d'habilitation à mettre en oeuvre le contrôle en cours de formation en vue de la délivrance du baccalauréat professionnel, du brevet professionnel et du brevet de technicien supérieur;

Vu l'arrêté du 9 mai 1995 relatif au positionnement en vue de la préparation du baccalauréat professionnel, du brevet professionnel et du brevet de technicien supérieur;

Vu l'avis de la commission professionnelle consultative de la métallurgie en date du 26 mars 1997

ARRETE

ARTICLE 1ER

Il est créé un brevet professionnel installations et équipements électriques dont la définition et les conditions de délivrance sont fixées conformément aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2

Les unités constitutives du référentiel de certification du brevet professionnel installations et équipements électriques sont définies en annexe I du présent arrêté.

ARTICLE 3

Les candidats au brevet professionnel installations et équipements électriques se présentant à l'ensemble des unités du diplôme ou à la dernière unité ouvrant droit à la délivrance du diplôme doivent remplir les conditions de formation et de pratique professionnelle précisées aux articles 4 et 5 ci-après.

ARTICLE 4

Les candidats préparant le brevet professionnel installations et équipements électriques par la voie de la formation professionnelle continue doivent justifier d'une formation d'une durée de quatre cents heures minimum. Cette durée de formation peut être réduite par décision de positionnement prise par le recteur conformément aux articles 9 et 10 du décret du 9 mai 1995 susvisé.

Les candidats préparant le brevet professionnel installations et équipements électriques par la voie de l'apprentissage doivent justifier d'une formation en centre de formation d'apprentis ou section d'apprentissage d'une durée minimum de quatre cents heures par an en moyenne. Cette durée de formation peut être réduite ou allongée dans les conditions prévues par le code du travail.

ARTICLE 5

Les candidats doivent également justifier d'une période d'activité professionnelle :

-soit de cinq années effectuées à temps plein ou à temps partiel dans un emploi en rapport avec la finalité du diplôme postulé,

-soit, s'ils possèdent un diplôme ou titre homologué classé au niveau V ou à un niveau supérieur figurant sur la liste prévue en annexe II au présent arrêté, de deux années effectuées à temps plein ou à temps partiel dans un emploi en rapport avec la finalité du diplôme postulé. Au titre de ces deux années, peut être prise en compte la durée d'un contrat de travail de type particulier préparant au brevet professionnel effectuée après l'obtention d'un diplôme ou titre de niveau V.

ARTICLE 6

Le règlement d'examen du brevet professionnel installations et équipements électriques est fixé en annexe III au présent arrêté. La définition des épreuves ponctuelles et des situations d'évaluation est fixée en annexe IV au présent arrêté.

ARTICLE 7

Chaque candidat précise au moment de son inscription s'il se présente à l'examen dans sa forme globale ou dans sa forme progressive conformément aux dispositions des articles 12 alinéa 1, 19 et 20 du décret du 9 mai 1995 susvisé. Il précise également l'épreuve facultative qu'il souhaite subir. Dans le cas de la forme progressive, il précise en outre les épreuves ou unités qu'il souhaite subir à la session pour laquelle il s'inscrit.

ARTICLE 8

Le brevet professionnel installations et équipements électriques est délivré aux candidats ayant subi avec succès l'examen défini par le présent arrêté conformément aux dispositions du titre III du décret précité.

ARTICLE 9

Les correspondances entre les unités de contrôle capitalisables organisées conformément à l'arrêté du 29 novembre 1991 modifié, portant création du brevet professionnel électrotechnique option équipements et installations et les épreuves et unités de l'examen défini par le présent arrêté sont fixées en annexe V au présent arrêté.

La durée de validité d'une unité de contrôle capitalisable obtenue suivant les dispositions de l'arrêté du 29 novembre 1991 précité, est reportée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, dans le cadre de l'examen organisé selon les dispositions du présent arrêté conformément à l'article 13 du décret précité et à compter de la date d'obtention de ce résultat.

ARTICLE 10

La première session du brevet professionnel installations et équipements électriques organisée conformément aux dispositions du présent arrêté aura lieu en 1999.

La dernière session du brevet professionnel électrotechnique option équipements et installations organisée conformément aux dispositions de l'arrêté du 29 novembre 1991 modifié portant création de ce brevet professionnel aura lieu en 1998. A l'issue de cette session l'arrêté du 29 novembre 1991 précité est abrogé.

ARTICLE 11

Le directeur des lycées et collèges et les recteurs sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 3 SEP. 1997

P. le Ministre et par délégation
Le Directeur des Lycées et Collèges


Alain BOISSINOT

(1). Le présent arrêté et ses annexes III et V seront publiés au Bulletin officiel du ministère de l'éducation nationale du 18 OCT. 1997, vendu au prix de 14 F, disponible au centre national de documentation pédagogique, 13, rue du four, 75006 Paris, ainsi que dans les centres régionaux et départementaux de documentation pédagogique.

L'arrêté et ses annexes seront diffusés par les centres précités.